|  |  |
| --- | --- |
| **Conférence de plénipotentiaires (PP-18)Dubaï, 29 octobre – 16 novembre 2018** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Document 29-F** |
|  | **29 juin 2018** |
|  | **Original: anglais** |
|  |
| Rapport du Conseil |
| rapport FINAL DU GROUPE D'EXPERTS SUR LE RÈGLEMENT DES TéLéCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES (EG-RTI) |
|  |

|  |
| --- |
| A la suite des débats qui se sont tenus pendant la session de 2018 du Conseil, le Rapport du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI) est transmis à la Conférence de plénipotentiaires (Annexe 1).Ainsi que l'a demandé le Conseil, un extrait du compte rendu de la deuxième séance plénière de la session de 2018 du Conseil est joint dans l'Annexe 2 du présent document. |

**Annexes**: 2

ANNEXe 1

Document C18/26 – Rapport final du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales

|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2018Genève, 17-27 avril 2018** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: PL 1.8** | **Document C18/26-F** |
| **13 avril 2018** |
| **Original: anglais** |
|  |
| rapport FINAL DU GROUPE D'EXPERTS SUR LE RÈGLEMENT DES TéLéCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES |

|  |
| --- |
| RésuméConformément à la Résolution 146 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT et à la Résolution 1379 adoptée par le Conseil à sa session de 2016, un Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI), ouvert à la participation de tous les Etats Membres et Membres de Secteur, a été créé. Le présent document constitue le rapport final soumis par le Groupe d'experts au Conseil à sa session de 2018.Suite à donnerLe Conseil est invité à **examiner** le rapport final du Groupe EG-RTI et à le **soumettre** à la Conférence de plénipotentiaires de 2018 avec les commentaires formulés par le Conseil.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Références[*Résolution 146 (Rév. Busan, 2014)*](https://www.itu.int/pub/S-CONF-PLEN-2015/fr) *de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT,* [*Résolution 1379 du Conseil (session de 2016)*](https://www.itu.int/md/S16-CL-C-0125/fr) |

# 1 Introduction

**1.1** Conformément à l'Article 4 "Instruments de l'Union" de la Constitution de l'UIT, le Règlement des télécommunications internationales (RTI) est l'un des deux Règlements administratifs figurant dans la liste des Instruments de l'Union (numéro 29 de la Constitution).

Il existe deux versions du RTI: le RTI dans sa version de 1988 et le RTI dans sa version de 2012. Des informations générales concernant ces deux versions sont accessibles aux adresses:

<https://www.itu.int/en/history/Pages/TelegraphAndTelephoneConferences.aspx?conf=4.33> et [https://www.itu.int/en/wcit-12/Pages/default.aspx](https://www.itu.int/fr/wcit-12/Pages/default.aspx).

**1.2** Conformément à la Résolution 146 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, le Conseil de l'UIT, à sa session de 2016, a adopté la Résolution 1379, par laquelle il a été décidé de créer un Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI), ouvert à la participation de tous les Etats Membres et Membres de Secteur.

**1.3** Le mandat de ce Groupe, défini dans l'Annexe 1 de la Résolution 1379 du Conseil, est le suivant:

 *1 Sur la base des contributions soumises par les Etats Membres et les Membres de Secteur ainsi que des contributions soumises par les Directeurs des Bureaux, le cas échéant, le groupe EG‑RTI procède à un examen du RTI dans sa version de 2012, compte tenu des nouvelles tendances des télécommunications/TIC ainsi que des nouveaux problèmes et des nouveaux obstacles qui pourraient éventuellement découler de la mise en oeuvre du RTI dans sa version de 2012 et des Résolutions et Recommandations de la CMTI-12.*

 *2 Cet examen devrait notamment inclure:*

*a) un examen du RTI dans sa version de 2012, afin de déterminer son applicabilité dans un environnement des télécommunications internationales en évolution rapide, compte tenu des techniques, des services et des obligations juridiques actuelles aux niveaux multilatéral et international, ainsi que des modifications apportées au champ d'application des régimes réglementaires nationaux;*

*b) des analyses juridiques du RTI dans sa version de 2012;*

*c) des analyses des incompatibilités éventuelles entre les obligations des signataires du RTI dans sa version de 2012 et celles des signataires du RTI dans sa version de 1988 s'agissant de la mise en oeuvre des dispositions du RTI dans sa version de 1988 et dans sa version de 2012.*

 *3 Le groupe EG-RTI présentera un rapport d'activité au Conseil à sa session de 2017 et un rapport final au Conseil à sa session de 2018, afin que celui-ci l'examine et le soumette à la Conférence de plénipotentiaires de 2018, assorti de ses observations.*

**1.4** Le Conseil à sa session de 2016 a désigné M. Fernando Borjón (Mexique) Président du Groupe. A sa session de 2017, le Conseil a nommé les six Vice-Présidents suivants:

a) M. Guy-Michel Kouakou (Côte d'Ivoire)

b) M. Santiago Reyes-Borda (Canada)

c) M. Al Ansari Al-Mashakbeth (Jordanie)

d) M. Xiping Huang (Chine)

e) M. Aleksei S. Borodin (Fédération de Russie)

f) M. Fabio Bigi (Italie)

**1.5** Conformément à la Résolution 1379 du Conseil, le Groupe EG-RTI a tenu quatre réunions traditionnelles, dont les rapports sont transmis au Conseil pour information:

a) Première réunion, 9 et 10 février 2017: [voir rapport](https://www.itu.int/md/S17-CLEGITR1-C-0013/en)

b) Deuxième réunion, 13-15 septembre 2017: [voir rapport](https://www.itu.int/md/S17-CLEGITR2-C-0020/fr)

c) Troisième réunion, 17-19 janvier 2018: [voir rapport](https://www.itu.int/md/S18-CLEGITR3-C-0012/fr)

d) Quatrième réunion, 12 et 13 avril 2018: [voir rapport](https://www.itu.int/md/S18-CLEGITR4-C-0009/en)

Toutes les contributions et tous les documents d'information soumis par les membres[[1]](#footnote-1) du Groupe et par le Directeur du TSB lors des quatre réunions du Groupe EG-RTI sont pris en compte et intégrés dans les rapports des réunions du Groupe, qui figurent sur son site web, où se trouvent aussi les diffusions sur le web de toutes les réunions: <https://www.itu.int/en/council/eg-itrs/Pages/default.aspx>.

# 2 Examen du RTI dans sa version de 2012, compte tenu des nouvelles tendances des télécommunications/TIC ainsi que des nouveaux problèmes et des nouveaux obstacles qui pourraient éventuellement découler de la mise en oeuvre du RTI dans sa version de 2012 et des Résolutions et Recommandations de la CMTI-12

## 2.1 Applicabilité

**2.1.1** En ce qui concerne l'applicabilité du RTI dans sa version de 2012, un certain nombre de points de vue généraux ont été exprimés.

a) Un membre a indiqué que l'applicabilité du RTI dans sa version de 2012 doit être comprise comme l'utilité découlant du respect des obligations juridiques vis‑à-vis d'autres instruments contraignants multilatéraux et/ou internationaux. D'une manière générale, elle désigne le degré/niveau de mise en oeuvre des dispositions du RTI dans sa version de 2012 dans des instruments contraignants internationaux et dans les cadres juridiques nationaux concernés.

b) En ce qui concerne la portée de l'applicabilité, un membre a estimé, sur la base des résultats de l'enquête auprès de certains opérateurs, que parallèlement au développement rapide des technologies, les marchés des télécommunications internationales et les opérateurs qui fournissent des services pour répondre aux besoins du marché évoluent eux-aussi en permanence. Il a indiqué que pour faire face aux mutations rapides de l'environnement des télécommunications internationales, le RTI devait être un Règlement souple et adapté aux évolutions futures, susceptible d'être appliqué à terme. Comme indiqué dans la Résolution 4 de la CMTI-12, le RTI devrait comprendre "*des principes directeurs de haut niveau*" et ne devrait pas porter sur des détails tels que des questions opérationnelles détaillées, des questions nécessitant des mises à jour fréquentes, des questions imposant une charge indue et inutile aux opérateurs, etc. Ces questions devraient être exclues du RTI et être confiées aux opérateurs, ou bien devraient être définies dans des documents non contraignants tels que des recommandations ou des lignes directrices, uniquement lorsque cela est absolument nécessaire et si les membres de l'UIT en décident ainsi.

c) Un membre a été d'avis que chacun des 193 Etats Membres de l'UIT rencontre, en matière de réglementation, des problèmes qui lui sont propres, en fonction de sa situation, du niveau de développement technique/économique de son marché national et du niveau d'intervention/de réglementation dont il a besoin. Le RTI ne permet pas de résoudre des problèmes qui se rapportent à un domaine limité et ne concernent que certains pays. De l'avis de ce membre, le RTI devrait établir des règles communes pour gérer l'interdépendance entre tous les pays dans le domaine de la fourniture des télécommunications/TIC et refléter les trois engagements ci‑après pris par les signataires: 1) renforcer la gestion au niveau national des répercussions transfrontières (par exemple, atteinte aux droits de propriété intellectuelle liées aux TIC); 2) protéger la souveraineté de tous les Etats, quels qu'ils soient, en cas d'attaque (par exemple, menaces liées à la cybersécurité); 3) coopérer afin de limiter les risques pour les systèmes à l'échelle mondiale (par exemple, défaillance de l'infrastructure de communication). Ce membre a également noté que pour que le RTI puisse être appliqué, les Etats Membres devraient être prêts à s'engager en faveur de ces trois objectifs de coopération internationale.

d) Certains membres ont considéré que le RTI devrait continuer d'être axé sur les questions de télécommunications publiques internationales pertinentes et ne devrait pas être étendu aux questions nationales ou aux questions ayant trait à l'Internet.

e) De l'avis de certains membres, le RTI devrait toujours chercher à faciliter, et non à limiter, le développement des télécommunications et la disponibilité des services de communication.

**2.1.2** Deux types de points de vue divergents ont été exprimés par les membres en ce qui concerne l'applicabilité du RTI dans sa version de 2012 dans un environnement des télécommunications internationales en évolution rapide.

**2.1.2.1** Les tenants du premier type de points de vue ont fait valoir ce qui suit:

a) Certains membres, dont des opérateurs, ont estimé que les opérateurs n'utilisent que très peu ou plus le RTI, car ils exercent leurs activités dans le cadre d'accords commerciaux.

b) Ces membres ont noté que lors de l'adoption du RTI en 1988, la plupart des opérateurs de télécommunication étaient des entreprises publiques et un traité international était nécessaire pour donner aux opérateurs de télécommunication privés un cadre de référence mondial permettant d'assurer l'interopérabilité et de garantir des flux de recettes. De plus, à l'époque du monopole, l'absence d'un tel Règlement dans un environnement dominé par des fournisseurs en situation de monopole, et en position de force sur le marché, aurait pu avoir pour conséquence une interconnexion de qualité médiocre, des taxes de règlement plus élevées et une qualité de service insuffisante.

c) Ces membres ont souligné qu'au cours des deux dernières décennies, les marchés de télécommunication internationaux et nationaux avaient connu de profondes mutations structurelles et technologiques. Ils ont estimé qu'il n'y avait plus de monopoles dans la très grande majorité des pays et que du fait de l'arrivée de plusieurs opérateurs privés qui se livrent concurrence dans chaque pays, l'environnement était aujourd'hui concurrentiel. Le fait que la concurrence s'exerce dans la plupart des pays signifie que l'échange et l'aboutissement de l'essentiel du trafic des télécommunications internationales s'effectuent dans le cadre d'accords d'interconnexion en régime de concurrence, et non par le biais d'accords mutuels conclus dans le cadre du RTI. Ils considèrent que la souplesse est indispensable pour développer une activité concurrentielle et promouvoir l'innovation sur ce marché en perpétuelle évolution que constitue le marché des communications internationales.

d) Les tenants de ce point de vue ont également indiqué que le RTI est effectivement inadapté au trafic des télécommunications internationales, puisque le volume de ce trafic, qui fait l'objet de règlements en dehors du système des taxes de répartition, progresse de plus en plus et remplacera complètement à terme le trafic taxé selon ce système. Ils ont noté qu'à leur connaissance, très peu de pays s'appuient encore sur le régime des taxes de répartition fondé sur le RTI, et qu'un tel trafic représente moins de 1% des flux de trafic à l'échelle mondiale (davantage d'exemples sont cités dans les contributions correspondantes)[[2]](#footnote-2).

e) Un membre a indiqué que la Constitution et la Convention de l'UIT renferment déjà des dispositions relatives à la coopération dans la fourniture de services internationaux de télécommunication.

f) De l'avis de ces membres, le déploiement et l'utilisation réussis des services et des applications de télécommunication dans le monde, ainsi qu'en témoignent plusieurs rapports et publications sur les télécommunications internationales, y compris ceux de l'UIT, ne sont pas la conséquence du RTI et ce qui a permis, et continuera de permettre le succès du déploiement, de l'adoption et de l'utilisation des télécommunications et des TIC dans un secteur des télécommunications en évolution rapide est la création et l'amélioration de cadres réglementaires et politiques propres à encourager la concurrence, les investissements, la transparence, l'esprit d'entreprise et l'innovation.

g) Un opérateur a estimé que l'adjonction dans le RTI de règles détaillées restreindra le libre exercice du commerce entre les exploitants internationaux et aura des retombées négatives sur le secteur et les utilisateurs des télécommunications.

h) Certains membres ont noté que le développement rapide des technologies s'accompagne de profondes mutations de l'environnement des télécommunications internationales/TIC, qui évolue rapidement et que de nouvelles tendances se font jour et de nouveaux problèmes apparaissent en permanence. Etant donné que nul ne peut prédire comment évolueront ces nouveaux problèmes à terme, il paraît impossible d'en donner une définition claire et précise.

i) Certains membres sont d'avis que le RTI ne devrait pas être utilisé pour définir ou mettre en place des règles communes relatives aux menaces en matière de cybersécurité.

Ces membres ont été d'avis que dans ce contexte, il ne paraît pas judicieux d'aborder les nouveaux problèmes qui se posent – en constante mutation –, dans le cadre d'instruments internationaux contraignants, en faisant des conjectures sur la façon dont ils évolueront. Il convient d'ajouter que les nouveaux problèmes sont source d'instabilité pour les instruments internationaux contraignants. De surcroît, si l'on établit un cadre juridique international pour réglementer les nouveaux problèmes, les opérateurs éprouveront des difficultés à s'adapter avec la souplesse nécessaire à l'évolution rapide de l'environnement international, y compris aux progrès techniques et à l'émergence de nouveaux marchés. En conséquence, les possibilités de création de nouvelles activités commerciales seront moins nombreuses et les perspectives d'innovation technologique seront plus limitées, ce qui risque d'avoir des incidences négatives sur la croissance économique mondiale.

**2.1.2.2** Les tenants du deuxième type de points de vue ont fait valoir ce qui suit:

a) Certains membres, dont des opérateurs, ont estimé que le RTI est l'un des principaux instruments de l'Union et qu'à ce titre, il devrait être examiné fréquemment par les parties concernées et l'UIT. Cet examen devrait porter sur l'applicabilité du RTI à court, moyen et long terme.

b) Selon ces membres, les TIC sont aujourd'hui au coeur de toutes nos activités. En conséquence, une mise à jour des dispositions ayant valeur de traité s'impose pour connecter le monde d'une manière sécurisée, fiable et financièrement abordable et pour faire en sorte que ces services internationaux soient offerts d'une manière équitable et efficace. La convergence des technologies, ainsi que l'apparition de technologies nouvelles, ont bouleversé le paysage et le RTI doit être modifié pour tenir compte de cette évolution.

c) Ces membres ont été d'avis que l'hypothèse d'un marché international concurrentiel ne se vérifie pas nécessairement à l'échelle mondiale. Ils ont souligné que certains acteurs occupent toujours une position dominante au niveau international, y compris pour ce qui est de la fourniture de services transfrontières, et que certaines dispositions réglementaires sont nécessaires pour tenir compte de cette situation au niveau international.

d) Ces membres ont estimé que le RTI contient des éléments qui gardent leur pertinence dans le contexte du secteur des télécommunications internationales, étant donné qu'ils encouragent la cohérence réglementaire et suscitent la confiance dans les télécommunications internationales. Ces éléments sont notamment:

• La sécurité et la robustesse des réseaux internationaux de télécommunication en tant qu'obligation individuelle et collective incombant aux Etats Membres, qui doivent rechercher le développement harmonieux des services internationaux de télécommunication offerts au public.

• La promotion des investissements dans les réseaux nationaux et internationaux de télécommunication, y compris en ce qui concerne l'élaboration d'un cadre d'imposition pour les services transfrontières.

• La mise en place de dispositions visant à garantir l'identification de la ligne appelante internationale.

• La bonne utilisation des ressources de numérotage.

• La création d'un environnement propice à la mise en place de points d'échange de trafic de télécommunication régionaux.

 Un membre de cet avis a également noté que ces dispositions du RTI en vigueur sont confortées par le fait que dans l'environnement actuel, les marchés des télécommunications suivent désormais un modèle selon lequel les exploitations autorisées passent des accords bilatéraux et la concurrence se renforce constamment, entraînant une baisse des prix et un élargissement de l'accès aux services de télécommunication.

 Comme l'ont souligné certains membres, indépendamment du pourcentage de flux de trafic à l'échelle mondiale, le RTI dans sa version de 2012 a maintenu ces dispositions (Article 8 du RTI dans sa version de 2012) à dessein, car un certain nombre d'exploitations de pays en développement continuent d'utiliser les principes relatifs aux taxes de répartition dans leurs activités et le RTI demeure le seul instrument juridique prévoyant un tel régime.

e) Ces membres ont été d'avis que dans le cadre des accords bilatéraux conclus entre certaines exploitations, un certain nombre de dispositions reposent sur le RTI, et ont souligné que certains opérateurs éprouvent la nécessité d'intensifier la coordination avec leurs homologues d'autres pays ainsi que la coordination intergouvernementale sur des questions ayant trait par exemple:

• à la tarification et à la comptabilité;

• à la sécurité des réseaux;

• aux messages non sollicités;

• à l'imposition et à d'autres taxes;

• à la compensation;

• aux règlements pour les communications maritimes;

• aux incidences de la réglementation publique sur les modèles économiques.

f) Un opérateur a noté que la certitude, la prévisibilité et l'application uniforme des règles internationales régissant les activités commerciales sont des éléments déterminants pour créer un environnement propice à l'investissement, lequel est nécessaire pour assurer une connectivité universelle.

g) Certains membres se sont déclarés favorables à l'examen du RTI à intervalles réguliers, compte tenu des tendances actuelles du marché des télécommunications/TIC.

 Certains membres notent que les pays en développement s'inquiètent quant à eux de la disparition totale des frontières entre les services de télécommunication traditionnels sous l'effet de l'évolution des TIC partout dans le monde, et des nouvelles tendances qui en découlent dans le domaine des télécommunications internationales/TIC, à savoir la convergence entre les services de télécommunication et les services Internet et la croissance rapide des services OTT en particulier. En conséquence, ils considèrent que les pays en développement sont favorables à un examen du RTI qui mette l'accent sur les nouvelles tendances des télécommunications internationales/TIC, afin de faire en sorte que le Règlement puisse évoluer avec le temps.

h) Certains membres ont souligné qu'un certain nombre de tendances nouvelles se dessinent dans le secteur des télécommunications/TIC. Ainsi, le nombre d'utilisateurs et de branches d'activité qui ont pris le virage du numérique a augmenté de manière spectaculaire, tout comme la quantité de données transférées, diffusées et recueillies par le biais de réseaux, de systèmes et d'applications des télécommunications/TIC. Il convient d'accorder une attention particulière aux techniques nouvelles que sont l'Internet des objets, la chaîne de blocs, les mégadonnées, l'intelligence artificielle et l'informatique en nuage, pour ne citer que celles‑ci. Cette évolution a donné naissance à de nouveaux problèmes qu'il faut régler au niveau international, parmi lesquels figurent la confidentialité et la protection des données, le déploiement de nouvelles technologies et de nouveaux services, l'élaboration de principes fondamentaux régissant la concurrence loyale entre différents services utilisant des techniques traditionnelles et des techniques nouvelles, la protection des infrastructures essentielles de l'information; la protection des systèmes de télécommunication/TIC contre toute utilisation non autorisée, les communications électroniques non sollicitées envoyées en masse, la cybersécurité et la "fracture numérique" qui ne cesse de croître dans le monde.

## 2.2 Analyses juridiques du RTI dans sa version de 2012

**2.2.1** S'il est vrai que les analyses juridiques peuvent à l'évidence aborder différents aspects de la question, certains membres considèrent que ce concept signifie uniquement que les analyses juridiques du RTI dans sa version de 2012 devront essentiellement viser à confirmer que chacune des dispositions du RTI dans sa version de 2012 est conforme à l'Objet du Règlement établi dans l'Article 1. A cet égard, un membre a fait part de son inquiétude quant au fait que certaines des dispositions n'entrent pas dans le cadre du RTI et ne relèvent pas de son objet, tel qu'il est énoncé dans l'Article 1 dudit Règlement, tant dans sa version de 1988 que dans sa version de 2012.

**2.2.2** Certains membres ont attiré l'attention sur le fait que certains éléments figurant dans le RTI dans sa version de 2012 sont à leur sens importants, par exemple la responsabilité de la bonne utilisation des ressources internationales de numérotage pour les télécommunications, l'identification de la ligne appelante internationale (CLI) etc. A cet égard, un membre a estimé qu'il convenait d'envisager un examen périodique du RTI, afin de veiller à ce qu'il soit adapté aux nouveaux besoins de la société dans le domaine des télécommunications/TIC, par exemple les nouvelles tendances dans le domaine de la téléphonie (téléphonie IP), les services over-the-top (OTT) ou l'Internet des objets (IoT).

**2.2.3** De même, un membre a noté qu'une analyse juridique de la version de 2012 du RTI montre, selon lui, que les dispositions sont très utiles pour orienter le développement des télécommunications/TIC dans le monde. Ainsi, dans cette version, l'obligation de respecter et de promouvoir les droits de l'homme est affirmée, des points concernant la transparence et la concurrence en matière d'itinérance mobile internationale ainsi que la réduction des tarifs pour l'interconnexion des télécommunications internationales ont été ajoutés; des dispositions concernant l'adoption des mesures nécessaires pour empêcher la multiplication des communications électroniques non sollicitées envoyées en masse, le maintien de la sécurité des réseaux de télécommunication et l'adoption de bonnes pratiques en matière d'efficacité énergétique et de déchets d'équipements électriques et électroniques ont été ajoutées. A son avis, tous ces éléments montrent que le RTI dans sa version de 2012 n'est en aucun cas non applicable ou inadapté, mais qu'il est au contraire parfaitement applicable sur le plan juridique dans le contexte mondial des télécommunications/TIC. Selon ce membre, le principal problème est que le RTI dans sa version de 2012 doit être amélioré compte tenu des nouvelles tendances et des nouvelles questions liées au développement des télécommunications/TIC dans le monde, et en particulier des principes de développement et de sécurité au niveau international.

**2.2.4** Un membre a fait observer que le RTI reconnaît l'importance des normes internationales visant à assurer la compatibilité et l'interopérabilité des réseaux et services de télécommunication au niveau mondial, et s'engage à promouvoir de telles normes dans le cadre des travaux des organisations internationales compétentes, notamment ceux de l'UIT. En outre, le RTI contient aussi des dispositions sur la sécurité de la vie humaine dans le contexte des télécommunications de détresse, la sécurité et la robustesse des réseaux, la suspension des services, les déchets d'équipements électriques et électroniques et l'accessibilité. De plus, le membre a fait observer que l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, en particulier de sa disposition 2.2 (Article 2), et a indiqué que le RTI contient des éléments et des principes réglementaires nécessaires qui n'ont pas d'incidences sur le commerce et favorisent l'élimination des obstacles techniques au commerce.

**2.2.5** Un opérateur a indiqué qu'un certain nombre de pays dans lesquels il était présent n'appliquaient pas la disposition 8.3 de l'Article 8 du RTI dans sa version de 2012 et la disposition 6.1.3 de l'Article 6 du RTI dans sa version de 1988, en dépit des engagements internationaux qu'ils ont pris à cet égard, ce qui porte préjudice à ses opérations.

**2.2.6** Certains membres ont noté que les Résolutions figurant dans les Actes finals de la Conférence mondiale sur les télécommunications internationales (Dubaï, 2012) ne font pas partie du Règlement et ne sont pas soumises à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des différents Etats Membres, de sorte que par définition, elles ne lient pas les Etats Membres. Certains membres ont demandé l'avis du Conseiller juridique de l'UIT à cet égard (voir le § 2.2.7 concernant la réponse du Conseiller juridique).

**2.2.7** Le Conseiller juridique de l'UIT a indiqué que les Résolutions font partie intégrante des Actes finals de la CMTI‑12. Cependant, d'une manière générale, comme dans toutes les conférences habilitées à conclure des traités, les Résolutions (ainsi que, selon le cas, les Décisions et les Recommandations) ne font pas partie du traité (en l'occurrence, le RTI) et n'ont donc pas valeur de traité. Il est vrai également qu'étant donné qu'elles n'ont pas valeur de traité, elles ne font pas l'objet de (et ne sont pas soumises à) la procédure de ratification, d'acceptation ou d'approbation qui est généralement nécessaire pour que les Etats Membres deviennent parties à un traité conclu sous l'égide de l'Union.

S'agissant de la question de savoir si les Résolutions ne sont pas par nature contraignantes pour les Etats Membres, il est vrai pour l'essentiel que les Résolutions figurant dans les Actes finals du RTI ne sont pas par définition contraignantes pour les Etats Membres. A l'UIT, il existe effectivement certaines Résolutions qui lient par nature les Etats Membres, c'est-à-dire les Résolutions qui sont incorporées par référence dans le Règlement des radiocommunications.

**2.2.8** Certains membres ont été favorables à l'adjonction de deux tableaux reprenant les textes des deux versions du RTI (1988 et 2012) et faisant ressortir les différences entre ces deux versions, afin de faciliter la poursuite des discussions sur les incompatibilités éventuelles s'agissant de la mise en oeuvre des dispositions du RTI dans sa version de 1988 et dans sa version de 2012[[3]](#footnote-3).

Certains autres membres n'ont pas souscrit à l'adjonction de ces tableaux et considèrent que l'existence de deux versions du RTI ne donne lieu à aucune incompatibilité. Ils ont fait valoir que les différences entre les deux versions du traité n'entraînent pas nécessairement des incompatibilités dans leur mise en œuvre.

## 2.3 Incompatibilités éventuelles entre les obligations incombant aux signataires du RTI dans sa version de 2012 et celles incombant aux signataires du RTI dans sa version de 1988

**2.3.1** A la demande du Groupe, le Conseiller juridique de l'UIT a examiné la question du conflit de normes ou de règles internationales. Il a noté que dans ce contexte, un conflit de normes ne signifie pas qu'il y a des différences entre deux normes successives. Il a précisé que lorsqu'on parle de conflit dans ce contexte, on parle de situations qui sont créées par deux règles juridiques successives portant sur la même matière, qui sont contradictoires et incompatibles, et qui sont pourtant simultanément applicables à une situation concrète. Des différences entre deux traités n'impliquent pas que ces traités soient en tout état de cause incompatibles.

Le Conseiller juridique a noté que la contradiction potentielle peut s'établir entre deux normes de droit international successives qui portent sur la même matière et que telle est en effet la situation dans laquelle nous pourrions nous trouver, puisque que le RTI de 1988 et le RTI de 2012 portent sur la même matière. Cela étant, le Conseiller juridique a souligné que l'on disposait d'outils pour régler d'éventuels conflits ou des conflits potentiels entre deux traités successifs portant sur la même matière et que ces outils nous sont offerts en particulier par l'Article 30 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités.

Le Conseiller juridique a ensuite évoqué les différents cas de figure possibles et les solutions qui sont offertes par la Convention de Vienne.

1) Le premier cas de figure correspond à celui dans lequel toutes les parties au traité de 1988 sont également parties au traité de 2012. En pareil cas, c'est le traité postérieur qui s'applique, sauf lorsque dans leurs relations bilatérales, certains Etats Membres estiment plus approprié d'appliquer le traité antérieur, mais en principe, c'est le traité postérieur qui s'applique.

2) Autre cas de figure: lorsque les parties au traité antérieur ne sont pas toutes parties au traité postérieur, comme c'est le cas actuellement, deux solutions sont possibles:

• Dans les relations entre les parties aux deux traités, c'est la solution précédente décrite au point 1 qui s'applique, c'est-à-dire que dans les relations entre les parties aux deux traités, c'est le traité postérieur qui s'applique.

• Dans les relations entre un Etat partie aux deux traités et un Etat partie à l'un seulement des traités, le traité auquel les deux Etats sont parties régit leurs droits et obligations mutuels.

En conséquence, même si on peut envisager qu'il existe des conflits potentiels entre le RTI de 1988 et le RTI de 2012, nous disposons cependant de solutions juridiques, au niveau du droit international, qui nous permettent de régler ces conflits potentiels.

**2.3.2** Certains membres ont estimé qu'il ne devrait pas y avoir de risques d'incompatibilité juridique entre le RTI dans sa version de 1988 et le RTI dans sa version de 2012 et ont également noté que la coexistence de la version de 2012 du RTI et de celle de 1988 ne posait pas de problème à certains opérateurs. Ils ont noté qu'aucun exemple d'incompatibilité concret n'avait été trouvé et que, quand bien même de tels exemples seraient recensés, le Conseiller juridique a clairement indiqué qu'il existait des outils pour les résoudre.

Ils ont également fait mention du texte explicatif relatif à l'applicabilité des deux versions du traité (voir ci-dessous) qui figure sur le site web de l'UIT, et qui constitue à leur sens un guide pour la mise en oeuvre future:

*"Le traité de 2012 remplace le traité de 1988 pour les parties qui l'ont signé. Les pays qui ne sont pas parties au traité de 2012 continuent à être liés par le traité de 1988. Les relations entre un Etat non partie au traité de 2012 et un Etat partie à ce traité sont régies par le traité de 1988. Il est à noter que pour les signataires du traité de 2012, ledit traité s'applique à titre provisoire à compter du 1er janvier 2015**."*

S'agissant de la question de savoir si le fait que le RTI dans sa version de 1988 s'appliquera dans certaines relations entre les Etats Membres de l'UIT, et que la version de 2012 s'appliquera dans d'autres relations, sera source d'incompatibilités éventuelles dans la pratique, les tenants de ce point de vue ont souligné qu'il était peut-être prématuré de se prononcer dans ce sens, étant donné que le RTI dans sa version de 2012 n'est entré en vigueur qu'il y a deux ans (à savoir le 1er janvier 2015) pour les premiers à l'avoir adopté. Ils ont également fait valoir que même si des difficultés notables venaient à apparaître, il serait important de tenir compte de leur ampleur, de leur portée et de leurs conséquences sur les services transfrontières.

Certains opérateurs ont souligné, en réponse aux questions soulevées par les Etats Membres quant aux problèmes que pourrait poser la mise en oeuvre du RTI dans sa version de 2012, que leurs entreprises ne s'étaient heurtées à aucun obstacle pratique en la matière et que cela s'explique, selon eux, par le fait que l'échange de la quasi-totalité du trafic international se fait dans le cadre d'accords commerciaux. Au vu de leur expérience collective en matière d'exploitation, ils estiment que le RTI n'est effectivement pas adapté aux télécommunications internationales.

Certains membres ont déclaré que les différences entre les deux versions du traité n'entraînent pas inévitablement d'incompatibilités dans la mise en œuvre.

**2.3.3** Certains membres ont estimé que le fait que seuls certains pays soient signataires du RTI dans sa version de 2012 risque de donner lieu à des divergences et à des restrictions sur le plan de la mise en oeuvre du RTI. Ils ont fait observer que l'application du RTI de 1988 est limitée du fait même d'une compréhension dépassée des objectifs et de l'objet du Règlement, tandis que l'application du RTI de 2012 est limitée en raison du petit nombre de pays qui y ont adhéré. En conséquence, ils sont d'avis que l'application simultanée des dispositions du RTI de 1988 et du RTI de 2012 est impossible.

Ils ont mis l'accent en particulier sur certaines dispositions du RTI dans sa version de 2012, étant donné qu'elles ne font pas partie du RTI dans sa version 1988, par exemple les dispositions relatives à l'accessibilité, à la réduction des déchets d'équipements électriques et électroniques, à la coopération dans la lutte contre les communications non sollicitées envoyées en masse etc., qui pourraient dès lors poser des problèmes lors de leur mise en oeuvre entre différents Etats Membres et être source de difficultés pour les opérateurs de télécommunication.

Certains membres ont souligné qu'il pourrait y avoir des incompatibilités éventuelles en ce qui concerne la mise en oeuvre du RTI dans sa version de 1988 et du RTI dans sa version de 2012, en raison du fait que le RTI de 1988 impose des obligations directes aux Etats Membres, tandis que dans les dispositions analogues du RTI de 2012, il est uniquement demandé aux exploitations autorisées de prendre des mesures.

Certains membres ont déclaré que l'on ne peut exclure le risque que des problèmes et des obstacles apparaissent à terme dans la poursuite de l'application du RTI dans sa version de 1988 et du RTI dans sa version de 2012. Ils estiment que, faute de temps suffisant pour évaluer les pratiques en matière d'application, il est nécessaire de mener des travaux afin de recueillir périodiquement à l'échelle mondiale des données sur ces problèmes et obstacles.

Certains membres estiment que l'existence d'une seule version du RTI serait profitable à l'Union et à l'environnement des télécommunications/TIC dans leur ensemble afin d'éviter des incompatibilités éventuelles et de disposer d'un recueil de textes complet en la matière.

Certains autres membres ont fait observer que l'on ne disposait d'aucun exemple de difficultés ni d'incompatibilités. Ils ont également fait valoir qu'aucune difficulté particulière liée à l'existence de deux versions du RTI n'avait été portée à leur connaissance.

**2.3.4** Certains membres ont considéré qu'il n'en demeure pas moins que sur le plan juridique, en cas de différend entre des pays signataires du RTI de 1988 et des pays qui n'ont signé que le RTI de 2012 et n'ont jamais signé le RTI de 1988, il y aurait manifestement une incompatibilité.

D'autres membres ont estimé qu'il n'existe aucune incompatibilité potentielle et ont mis l'accent sur l'avis formulé par le Conseiller juridique de l'UIT à cet égard (§ 2.3.1).

### 2.3.5 Point de vue sur la tenue d'une nouvelle Conférence mondiale sur les télécommunications internationales (CMTI)

Bien que les membres reconnaissent que le Groupe d'experts a pour tâche de procéder à un examen du RTI dans sa version de 2012, et non pas d'élaborer un nouveau RTI ou de proposer la tenue d'une nouvelle CMTI, plusieurs avis ont été formulés par les membres au sujet de la convocation d'une nouvelle CMTI. Ces avis peuvent être résumés comme suit:

a) Certains membres ont considéré que la tenue d'une autre CMTI n'était pas judicieuse, étant donné qu'il est difficile de parvenir à un consensus à l'échelle mondiale, que les contraintes financières et les coûts d'opportunité sont importants et que la tenue d'une telle Conférence risque de nuire à la réputation de l'UIT. En outre, ils ont estimé qu'une nouvelle CMTI serait source de grande incertitude, ce qui pourrait freiner l'investissement et le développement. De l'avis de ces membres, une autre CMTI ne devrait être convoquée qu'en présence d'un consensus quant à l'applicabilité et à l'efficacité du Règlement. Ces membres estiment qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre un processus d'examen, soit parce qu'ils pensent que le RTI n'est plus pertinent, soit en raison du fait qu'au vu des opinions fondamentalement divergentes des membres, la tenue d'une nouvelle CMTI est actuellement inenvisageable.

b) Certains membres se sont dits favorables à l'examen/la révision à intervalles réguliers du RTI, compte tenu des évolutions récentes, sur le marché des télécommunications/TIC, découlant de l'avènement de nouvelles techniques telles que la 5G, l'Internet des objets, l'informatique en nuage, la cybersécurité, les services émergents, en particulier les services OTT, et les plates-formes de mégadonnées dans le secteur des TIC. Ils ont fait observer qu'une ère nouvelle est en train de s'ouvrir, qui est à l'origine d'une révolution d'ampleur inédite dans le secteur des TIC et appelle un examen des traités – dont le RTI – en vue de mettre en évidence les problèmes qui se posent ainsi que les perspectives qui s'offrent à cet égard. Ces membres sont d'avis de poursuivre les travaux en se dotant d'un mandat clair afin de parvenir à un consensus sur les questions soulevées plus haut.

# 3 Résumé

**3.1**Deux points de vue divergents se sont dégagés en ce qui concerne **l'applicabilité du RTI dans sa version de 2012**:

a) Certains membres ont estimé que les marchés de télécommunication internationaux et nationaux ont connu de profondes mutations structurelles et technologiques, de sorte que la concurrence s'exerce à présent sur les marchés de la plupart des pays. En conséquence, le RTI n'est plus adapté et les opérateurs n'utilisent que très peu ou plus le RTI, puisqu'ils exercent leurs activités dans le cadre d'accords commerciaux.

b) Certains autres membres ont été d'avis que le RTI garde sa pertinence dans le contexte du secteur des télécommunications internationales, étant donné qu'il encourage la cohérence réglementaire, facilite la coordination sur les questions relatives aux accords commerciaux et d'autres questions et suscite la confiance dans les télécommunications internationales.

**3.2** **Les analyses juridiques du RTI dans sa version de 2012** peuvent aborder différents aspects, parmi lesquels figurent, par exemple, la confirmation que chacune des dispositions dudit Règlement est conforme à l'Objet du Règlement établi dans l'Article 1, l'importance ou non d'un instrument juridique international tel que le RTI pour assurer la compatibilité et l'interopérabilité des réseaux et services de télécommunication au niveau mondial, ou les conséquences que pourrait avoir le manque de cohérence dans l'application du RTI.

Certains membres considèrent que le RTI dans sa version de 2012 garde toute son utilité et sa pertinence sur le plan juridique, par exemple la responsabilité de la bonne utilisation des ressources internationales de numérotage pour les télécommunications et l'identification de la ligne appelante internationale (CLI). A leur sens, le RTI doit être amélioré compte tenu des nouvelles tendances qui se font jour dans le secteur des télécommunications/TIC, telles que les nouvelles tendances dans le domaine de la téléphonie (VoIP, téléphonie IP), les services over‑the‑top (OTT) et l'Internet des objets (IoT), pour ne citer que celles-ci.

Certains membres ont noté que les Résolutions figurant dans les Actes finals de la Conférence mondiale sur les télécommunications internationales (Dubaï, 2012) ne font pas partie du Règlement et ne sont pas par définition contraignantes pour les Etats Membres.

**3.3** Il existe deux points de vue divergents quant aux **incompatibilités éventuelles entre le RTI dans sa version de 1988 et le RTI dans sa version de 2012**:

a) Certains membres considèrent qu'il n'y a pas d'incompatibilités d'ordre juridique entre le RTI dans sa version de 1988 et le RTI dans sa version de 2012 et que, si des exemples d'incompatibilités éventuelles entre les obligations des signataires du RTI dans sa version de 2012 et celles des signataires du RTI dans sa version de 1988 apparaissent, il existe des solutions juridiques pour les résoudre.

b) D'autres membres sont d'avis que l'application simultanée des dispositions du RTI de 1988 et du RTI de 2012 est impossible.

**3.4** **Tenue d'une autre CMTI**:

a) Certains membres ont considéré qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre un processus d'examen soit parce qu'ils estiment que le RTI n'est plus pertinent, soit en raison du fait que la tenue d'une nouvelle CMTI est actuellement inenvisageable étant donné qu'il est difficile de parvenir à un consensus à l'échelle mondiale, que les contraintes financières sont importantes et que la tenue d'une telle Conférence risque de nuire à la réputation de l'UIT. De l'avis de ces membres, une nouvelle CMTI ne devrait être convoquée qu'en présence d'un consensus quant à l'applicabilité et à l'efficacité du Règlement.

b) Certains membres se sont dits favorables à l'examen/révision à intervalles réguliers du RTI compte tenu des évolutions récentes, sur le marché des télécommunications/TIC, découlant de l'avènement de nouvelles techniques telles que la 5G, l'Internet des objets, l'informatique en nuage, la cybersécurité, les services émergents, en particulier les services OTT, et les plates-formes de mégadonnées dans le secteur des TIC. Ces membres sont d'avis de poursuivre les travaux en se dotant d'un mandat clair afin de parvenir à un consensus sur les questions soulevées plus haut. Quant à la question de savoir à quel moment et de quelle façon il convient de réviser le Règlement, il incombe à tous les Etats Membres de se prononcer en la matière par voie de consensus.

ANNEXe 2

Extrait du Document C18/105 – Compte rendu de la deuxième séance
plénière de la session 2018 du Conseil

|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2018Genève, 17-27 avril 2018** |  |
|  |  |
|  |  |
|  | **Document C18/105-F** |
| **17 mai 2018** |
| **Original: anglais** |
| COMPTE RENDU DE LA DEUXIèME SéANCE PLéNIèRE |
| Mercredi 18 avril 2018, de 9 h 35 à 12 h 35 |
| **Président**: M. R. ISMAILOV (Fédération de Russie) |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Sujets traités | Documents |
| 1 | Rapport du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI) | [C18/26](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0026/en), [C18/79](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0079/en), [C18/91](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0091/en), [C18/92](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0092/en) |
| 2 | Déclarations des conseillers | – |
| 3 | Rapport sur les résultats des activités du Groupe de travail du Conseil sur le SMSI (GTC-SMSI) depuis la session de 2017 du Conseil | [C18/8](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0008/en), [C18/70](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0070/en), [C18/78](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0078/en), [C18/82](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0082/en), [C18/87](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0087/en) |
| 4 | Contribution du Conseil de l'UIT au Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF) | [C18/71](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0071/en) |
| 5 | Rapport exhaustif décrivant de manière détaillée les activités menées, les mesures adoptées et la collaboration instaurée en la matière par l'Union dans le cadre de la mise en oeuvre des résultats du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 | [C18/53](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0053/en), [C18/96](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0096/en), [C18/97](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0097/en) |

# 1 Rapport du Groupe d'experts sur le Règlement des télécommunications internationales (EG-RTI) (Documents [C18/26](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0026/en), [C18/79](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0079/en), [C18/91](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0091/en) et [C18/92](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0092/en))

1.1 Le Président rappelle que, conformément à la Résolution 146 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, il n'est pas demandé au Conseil de rouvrir les discussions sur le rapport final du groupe EG-RTI, figurant dans le Document C18/26 en vue de le modifier, mais uniquement de l'examiner et de formuler des observations à cet égard. Le rapport, ainsi que le compte rendu des discussions du Conseil, seront transmis comme un tout à la PP-18.

1.2 Le Président du groupe EG-RTI présente le Document C18/26 et rappelle le contexte de la création du groupe et de son mandat. Le rapport final, que le Groupe d'experts a adopté à la réunion qu'il a tenue les 12 et 13 avril 2018, a été établi en vue de présenter une description équilibrée, claire et détaillée des positions divergentes qui ont été exprimées au sein du groupe concernant l'applicabilité du RTI, l'analyse juridique du RTI dans sa version de 2012, les incompatibilités éventuelles entre les obligations des signataires du RTI dans sa version de 1988 et celles des signataires du RTI dans sa version de 2012, respectivement, et la convocation ou non d'une seconde Conférence mondiale des télécommunications internationales (CMTI). Les délibérations du Groupe d'experts représentent la première initiative, après la CMTI-12, visant à faire participer les membres de l'UIT à un débat ouvert sur leurs positions concernant le RTI et constituent, à ce titre, le point de départ de discussions ultérieures éventuelles sur le RTI et les questions connexes.

1.3 Le Conseiller de l'Egypte présente le Document C18/79 et fait observer que les points de vue divergents exprimés par les Etats Membres et les Membres de Secteur ont empêché le Groupe d'experts de tirer des conclusions finales; en conséquence, le groupe a besoin d'un mandat plus clair. Il a également besoin d'une participation plus active de la part des Membres de Secteur et des opérateurs. S'agissant de l'existence de deux versions du RTI, la question n'est pas de savoir s'il y a une incompatibilité d'ordre juridique entre ces versions, étant donné que l'objectif final, à son sens, est un traité consolidé approuvé par tous les Etats Membres, mais plutôt de déterminer quels articles empêchent certains Etats Membres de signer le RTI. En outre, le coût financier afférent à la tenue d'une seconde CMTI serait important, et de futures CMTI devraient dès lors tenir compte des travaux préparatoires antérieurs. Enfin, il convient de rappeler que le RTI vient compléter la Constitution et la Convention de l'UIT; l'abroger signifierait simplement que la Constitution et la Convention devraient être modifiées en conséquence.

1.4 Le Conseiller des Etats-Unis présente le Document C18/91 et indique qu'il conviendrait de faire état dans le rapport du Conseil à la PP-18 de l'absence de consensus qui apparaît dans le rapport final du Groupe d'experts. A son sens, le RTI n'est plus applicable à la majeure partie du trafic international de communication, étant donné que les dispositions qui étaient naguère essentielles pour de nombreuses opérations entre monopoles d'Etat ont été remplacées par des accords négociés sur le plan commercial. De plus, le fait qu'il existe deux versions du RTI n'a en fait donné lieu à aucune incompatibilité d'ordre juridique ou pratique. Compte tenu de l'absence de consensus, il ne fait presque pas de doute qu'une seconde CMTI n'aboutirait à aucun accord, ne ferait que détourner les ressources de l'UIT d'une action plus constructive et pourrait même avoir pour résultat que trois versions du RTI seraient en vigueur simultanément.

1.5 Le Conseiller du Brésil présente une contribution soumise par plusieurs pays (Document C18/92) et confirme que les gouvernements participant aux travaux du Groupe d'experts n'ont pas été en mesure de trouver un consensus sur l'applicabilité du RTI, pas plus que les membres du secteur privé présents, dont certains continuent d'utiliser le RTI. De fait, le rapport final reflète non seulement deux, mais trois points de vue, à savoir : que le RTI n'est plus adapté, de sorte qu'une nouvelle CMTI ne devrait pas être convoquée; que le RTI est adapté et qu'une nouvelle CMTI devrait être convoquée à un stade ultérieur; et que le RTI est important pour coordonner la fourniture de services de télécommunication de plus en plus transfrontières, mais qu'une nouvelle CMTI ne peut être organisée actuellement pour diverses raisons, notamment les coûts financiers, mais pourrait être convoquée uniquement à l'issue d'un consensus entre les membres de l'UIT.

1.6 Tous les orateurs qui prennent ensuite la parole félicitent le Président du Groupe d'experts d'avoir établi un rapport équilibré, rendant compte de tous les points de vue exprimés sur les différents points soulevés.

1.7 Un Conseiller fait observer que le mandat du Groupe d'experts a fait l'objet d'interprétations différentes. Ainsi, certains participants considèrent que ce mandat englobe aussi l'examen des technologies nouvelles et émergentes, tandis que d'autres estiment que sa portée est plus limitée. L'orateur partage bon nombre des vues exprimées par le Conseiller du Brésil et est favorable à une approche selon laquelle le RTI continuerait d'être examiné, mais dans le cadre d'un groupe d'experts investi d'un mandat clairement défini. Il ne peut souscrire à une approche qui mettrait fin aux travaux du groupe.

1.8 Certains conseillers estiment que le Groupe d'experts devrait poursuivre ses travaux en vue de parvenir à un consensus. L'un de ces conseillers explique qu'il ne devrait y avoir qu'une seule version du RTI qui tiendrait compte des réalités actuelles et des nouvelles tendances dans le secteur des télécommunications/TIC. Un autre de ces conseillers indique que le RTI peut aider à assurer le développement des télécommunications internationales, en particulier dans le nouvel environnement des télécommunications qui se caractérise par une fracture numérique entre les pays développés et les pays en développement et des problèmes concernant la cybersécurité. Un autre conseiller précise que le fait qu'il existe des points de vue divergents sur le RTI ne signifie pas pour autant que le RTI n'est pas pertinent.

1.9 Une conseillère explique qu'il ne sera pas possible de convoquer une CMTI en l'absence d'un consensus. Elle convient que le Groupe d'experts devrait poursuivre ses travaux, mais note qu'un traité consolidé ne peut être adopté qu'en application d'une décision d'une CMTI.

1.10 Un conseiller fait savoir qu'étant donné que le RTI est l'un des instruments juridiques mentionnés dans l'article 4 de la Constitution de l'UIT, il est important qu'il tienne compte de l'environnement actuel des TIC. Il convient qu'il faut un cadre permettant aux participants de faire part de leurs opinions en vue, à terme, d'adopter un texte unique appuyé par tous. Cela ne sera possible que si le Groupe d'experts est autorisé à poursuivre son travail avec un nouveau mandat et des objectifs clairement définis. Le groupe pourrait se réunir dans le cadre d'une CMTI ou sous un autre format.

1.11 Un autre conseiller souscrit à la conclusion figurant dans le Document C18/92, à savoir qu'il est prématuré d'envisager la tenue d'une CMTI dans un proche avenir.

1.12 Un conseiller explique que son pays est en faveur d'un consensus mais qu'aucun résultat positif ne sera obtenu en conservant le Groupe d'experts et que la tenue d'une deuxième CMTI serait contre-productive. En revanche, il convient de mener des études techniques pour déterminer les questions que traitera une deuxième CMTI.

1.13 Un autre conseiller fait remarquer que la nature changeante des services de télécommunication exige un cadre international; la difficulté est de concevoir un accord acceptable pour tous. Conformément à la Résolution 146 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil ne peut rien faire de plus que de prendre acte des différents points de vue exprimés.

1.14 Une observatrice note qu'un cadre est nécessaire pour les travaux ininterrompus sur le RTI, auxquels il serait imprudent de mettre un terme à la PP-18. Ce cadre pourrait être le Groupe d'experts avec un nouveau mandat ou un nouveau groupe.

1.15 Un autre observateur souscrit à l'analyse présentée par le conseiller du Brésil. En l'absence d'un consensus, il sera contre-productif de tenir une deuxième CMTI.

1.16 Le Président, notant que les conseillers continuent d'avoir des points de vue divergents, déclare que le rapport final du Groupe d'experts, ainsi que le compte rendu des discussions sur cette question comprenant les observations du Conseil, seraient transmis à la PP-18 comme un tout.

1.17 Il en est ainsi **décidé**.

Le Secrétaire général: Le Président:

H. ZHAO R. ISMAILOV

1. Dans le présent document, les "membres" désignent les membres du Groupe EG‑RTI, c'est‑à‑dire les Etats Membres et les Membres de Secteur (y compris les opérateurs). Dans certains cas, les Etats Membres ou les opérateurs peuvent être énumérés séparément pour plus de précision. [↑](#footnote-ref-1)
2. En particulier, les rapports annuels publiés par la Federal Communications Commission des Etats-Unis montrent qu'en 2012 – dernière année pour laquelle on dispose de données – 0,5% du trafic des télécommunications internationales entre ce membre et des points à l'étranger fait l'objet de règlements selon les anciennes dispositions du RTI relatives aux taxes de répartition, alors que ce trafic représentait 86% en 1998.
Voir <https://www.fcc.gov/reports-research/reports/section-4361-international-traffic-data-reports/international-9>. [↑](#footnote-ref-2)
3. Consulter l'adresse <https://www.itu.int/md/S18-CLEGITR3-C/fr> pour plus de détails. [↑](#footnote-ref-3)